

Fascisme et mots d'ordre démocratiques

(14 juillet 1933)

La Vérité, n°187, 11 août 1933.

1 – Est-il vrai que Hitler a détruit les “ préjugés démocratiques ” ?

La résolution d'avril du présidium de l'exécutif de l'I.C. sur “ La situation en Allemagne ” entrera, semble-t-il, dans l'Histoire comme le témoignage ultime de la faillite de l'I.C. des épigones. Cette résolution est couronnée par un pronostic dans lequel tous les vices et préjugés de la bureaucratie stalinienne atteignent leur point culminant. “ L'établissement d'une dictature fasciste ouverte ”, déclare la résolution en caractères gras, “ accélère le rythme du développement d'une révolution prolétarienne en Allemagne en détruisant toutes les illusions démocratiques des masses et en les libérant de l'influence de la social-démocratie ”.

Le fascisme apparaît donc de façon inattendue comme la locomotive de l'histoire : c'est lui qui détruit les illusions démocratiques des masses, les libère de l'influence social-démocrate, lui qui accélère le développement de la révolution prolétarienne. La bureaucratie stalinienne se décharge sur le fascisme de la réalisation de toutes les tâches fondamentales dont elle s'est elle-même révélaée absolument incapable de les accomplir.

Théoriquement, la victoire du fascisme est le témoignage incontestable de ce que la démocratie a épuisé toutes ses possibilités ; mais, politiquement, le régime fasciste conserve les préjugés démocratiques, les ressuscite de nouveau, les implante dans la jeunesse et est même capable de leur donner pour un bref laps de temps une plus grande vigueur. C'est précisément en cela que consiste l'une des manifestations les plus importantes du rôle historique *réactionnaire* du fascisme.

Les doctrinaires pensent par schémas. Les masses pensent avec des faits. La classe ouvrière pense les événements non comme des expérimentations pour telle ou telle “ thèse ”, mais comme des changements vivants dans le destin du peuple. La victoire du fascisme pèse dans la balance du développement politique des millions de fois plus lourd que le pronostic qui en découle pour un avenir indéterminé. Si un Etat prolétarien était sorti de la faillite de la démocratie, le développement de la société, comme celui de la conscience des masses, aurait fait un énorme bond en avant. Mais comme c'est en réalité la victoire du fascisme qui est sortie de la faillite de la démocratie, la conscience des masses a été rejetée en arrière, de façon seulement temporaire, bien entendu. L'écrasement de la constitution de Weimar par Hitler ne peut pas plus mettre fin aux illusions démocratiques des masses que l'incendie du Reichstag par Göring brûler le crétinisme parlementaire¹.

2 - L'exemple de L'Espagne et de l'Italie

Pendant quatre années de suite, on nous a dit que la démocratie et le fascisme ne s'excluent pas, mais se complètent. Comment la victoire du fascisme pourrait-elle donc liquider une fois pour toutes la démocratie ? Nous aimerions entendre sur ce point les explications de Boukharine, de Zinoviev, ou de Manuïlsky « lui-même ».

La dictature militaro-policière de Primo de Rivera² a été déclarée « fasciste » par le Comintern. Mais si la victoire du fascisme signifie la liquidation définitive des préjugés démocratiques, comment expliquer que la dictature de Primo de Rivera ait fait place à une république bourgeoise³ ? Il est vrai que le régime de Primo de Rivera était loin d'être fasciste. Mais il avait en tout cas ceci en commun avec lui qu'il était apparu comme résultat de la faillite du régime parlementaire. Ceci ne l'a d'ailleurs pas empêché, lorsque sa propre faillite est devenue patente, de laisser la place au parlementarisme démocratique.

On peut tenter d'objecter que la révolution espagnole est prolétarienne par ses tendances, mais que la social-démocratie, en alliance avec d'autres républicains, a réussi à arrêter son développement au stade du parlementarisme bourgeois. Mais cette objection, juste en elle-même, ne fait que confirmer plus nettement notre idée que, si la bourgeoisie démocratique est parvenue à paralyser la révolution prolétarienne, cela est dû uniquement à ce fait que, *sous le joug de la dictature « fasciste », les illusions démocratiques n'ont pas été affaiblies, mais se sont renforcées.*

Les « illusions démocratiques » ont-elles disparu en Italie pendant les dix années de despotisme de Mussolini ? C'est ainsi que les fascistes ont tendance à dépeindre l'état de choses. Mais en réalité les illusions démocratiques ont acquis une vigueur nouvelle. Au cours de cette période, une nouvelle génération est apparue, qui n'a jamais vécu dans des conditions de liberté, mais qui sait en revanche très bien ce qu'est le fascisme : elle constitue la matière première pour la démocratie vulgaire. L'organisation « Giustizia e Libertà » est en train de diffuser, et non sans succès, de la littérature démocratique illégale en Italie⁴. Les idées démocratiques

¹ Rappelons que l'incendie du Reichstag le 27 février avait vraisemblablement constitué une provocation organisée directement par Göring, alors ministre de l'intérieur en Prusse. (Note de l'édition de 1978).

Les recherches historiques ultérieures semblent prouver que l'opération avait bien été faite par M. Van Der Lubbe, communiste « gauchiste », qui agit sans consignes et en appliquant jusqu'à ses ultimes conséquences la théorie des « minorités agissantes ». (Note de l'édition de 2003)

² Le général Miguel Primo de Rivera y Orbaneja (1870-1930) capitaine général de Catalogne en 1921, prit le pouvoir en Espagne en septembre 1923 avec le soutien de l'armée et du roi Alphonse XIII.

³ Alphonse XIII congédia Primo de Rivera en janvier 1930 et, après un début de tentative de « parlementarisation » de son régime monarchique, abdiqua lui-même en avril 1931.

⁴ Le mouvement « Giustizia e Libertà » avait été fondé à Paris en 1927 par un groupe de jeunes intellectuels émigrés. Son principal animateur était Carlo Rosselli (1899-1937), qui avait participé à des actions contre le régime comme l'évasion de Turati et avait été ensuite déporté aux îles Lipari. Il avait publié un livre intitulé *Socialismo liberale* et cherchait à regrouper sur un programme démocratique tous les adversaires du fascisme.

trouvent donc des adeptes prêts à se sacrifier. Même les platitudes et les lieux communs du monarchiste libéral, le comte Sforza⁵, sont diffusées sous forme de brochures illégales. Voilà jusqu'où l'Italie a été rejetée en arrière pendant ces années !

Pourquoi le fascisme est-il appelé en Allemagne à jouer un rôle diamétralement opposé à celui qu'il joue en Italie, voilà qui demeure incompréhensible. Parce que « l'Allemagne n'est pas l'Italie » ? En réalité, le fascisme victorieux n'est pas la locomotive de l'histoire, mais un frein gigantesque. De même que la politique de la social-démocratie a préparé la victoire de Hitler, de même le régime du national-socialisme mène inéluctablement à réchauffer les illusions démocratiques.

3 - La social-démocratie peut-elle se régénérer elle-même ?

Les camarades allemands témoignent de ce que les ouvriers social-démocrates et même nombre de bureaucrates social-démocrates sont « désillusionnés » par la démocratie. Il nous faut tirer tout ce que nous pouvons de l'état d'esprit critique des ouvriers social-démocrates, dans l'intérêt de leur éducation révolutionnaire. Mais il faut en même temps bien comprendre l'ampleur réelle de la « désillusion » des réformistes. Les bonzes social-démocrates s'en prennent à la démocratie afin de se justifier eux-mêmes. Refusant de reconnaître qu'ils se sont révélés de méprisables poltrons, incapables de lutter pour la démocratie qu'ils avaient créée et pour les grasses sinécures qu'elle leur apportait, ces messieurs font porter leurs propres responsabilités à la démocratie en soi. Comme on le voit, ce radicalisme n'est pas seulement bon marché, mais totalement faux ! Que la bourgeoisie fasse seulement signe du petit doigt à ces gens « désillusionnés », et ils se lanceront de nouveau tête baissée dans une nouvelle coalition avec elle. Il est vrai qu'il est apparu dans les masses des ouvriers social-démocrates un réel dégoût pour les trahisons et les mirages de la démocratie. Mais dans quelle proportion ? Plus de la moitié des sept à huit millions d'électeurs social-démocrates se trouvent dans un état de désorientation totale, de sombre passivité et de capitulation devant les vainqueurs. En même temps va se former sous le talon de fer du fascisme une nouvelle génération pour laquelle la constitution de Weimar sera une légende historique. Sur quelle ligne se fera alors la cristallisation politique à l'intérieur de la classe ouvrière ? Cela dépend de beaucoup de conditions, entre autres, évidemment, de notre propre politique également.

Historiquement on ne peut pas exclure le remplacement direct et immédiat du régime fasciste par un Etat ouvrier. Mais, pour que cette possibilité se réalise, il faut que se constitue au cours de la lutte clandestine contre le fascisme un puissant parti communiste clandestin, sous la direction duquel le prolétariat pourrait s'emparer du pouvoir. Il faut tout faire pour cela. Il faut pourtant dire que la constitution d'un parti révolutionnaire de ce type dans la clandestinité est infiniment peu probable, et, dans tous les cas, n'est pas du tout assurée d'avance. Le mécontentement, la révolte, l'agitation au sein des masses grandiront bien plus vite à un moment donné que la formation clandestine d'un parti d'avant-garde. Et tout manque de clarté dans la conscience des masses servira inévitablement la démocratie.

Cela ne signifie nullement qu'après la chute du fascisme, l'Allemagne devra traverser à nouveau une longue école de parlementarisme. Le fascisme n'extirpera pas l'expérience politique antérieure, et il est moins capable encore de modifier la structure sociale de la nation. Ce serait la pire des erreurs que de s'attendre à une nouvelle époque démocratique durable dans le développement de l'Allemagne. Mais, dans le cours du réveil révolutionnaire des masses, les mots d'ordre démocratiques constitueront inévitablement le premier chapitre. Même si la marche ultérieure de la lutte ne permettait pas de façon générale la renaissance, ne fût-ce qu'un jour, d'un Etat démocratique - et c'est parfaitement possible -, la lutte elle-même ne peut se développer sans mots d'ordre démocratiques ! Un parti révolutionnaire qui tenterait de sauter par dessus cette étape se casserait le cou.

A cette perspective générale se trouve intimement liée la question de la social-démocratie. Réapparaîtra-t-elle à cette étape ? L'ancienne organisation est perdue à jamais. Mais cela ne signifie nullement que la social-démocratie ne puisse pas ressusciter sous un nouveau masque historique. Les partis opportunistes, qui tombent et s'écroulent si facilement sous les coups de la réaction, ressuscitent aussi facilement à la première renaissance politique. Nous l'avons vu en Russie par l'exemple des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Non seulement la social-démocratie allemande peut naître, mais elle peut même gagner une grande influence si le parti révolutionnaire prolétarien, au lieu d'une attitude dialectique vis-à-vis des mots d'ordre démocratiques, leur opposait une « négation » doctrinaire. Le présidium de l'I.C., dans ce domaine comme dans bien d'autres demeure un assistant benévole du réformisme.

4 - Les brandlériens en rajoutent sur les stalinien

La confusion sur la question des mots d'ordre démocratiques est apparue plus profonde encore dans les thèses programmatiques du groupe opportuniste de Brandler-Thalheimer⁶ sur la question de la lutte contre le fascisme. Le parti communiste, disent ces thèses, « devrait unifier les manifestations de mécontentement de toutes (!) les classes contre la dictature fasciste » (*Gegen den Strom*, p.7. Le mot « toutes » est souligné dans l'original). En même temps les thèses mettent en garde avec insistance : « Les mots d'ordre partiels ne peuvent être de nature démocratique bourgeoise ». Entre ces deux affirmations, également fausses toutes les deux, il y a une contradiction insurmontable. En premier lieu, la formule de l'unification du mécontentement de « toutes les classes » semble absolument incroyable. Les marxistes russes ont autrefois abusé de cette formule dans la lutte contre le *tsarisme*. De cet abus est née la conception menchevique de la révolution, adoptée plus tard à propos de la Chine par Staline. Mais en Russie, il s'agissait au moins du conflit entre la nation bourgeoise et la caste monarchiste. En quel sens peut-on parler, dans une nation bourgeoise, de la lutte de « toutes les classes » contre le fascisme, lequel est l'instrument de la grande bourgeoisie contre le prolétariat ? Il serait instructif d'apprendre de quelle façon Thalheimer, le fabricant de ces lieux communs

⁵ Le comte Carlo Sforza (1872-1952), libéral, avait été ministre des affaires étrangères ; ambassadeur à Paris, il avait démissionné lors de l'arrivée au pouvoir de Mussolini et, établi en France, faisait figure d'adversaire du fascisme.

⁶ Trotsky désigne par le nom de ses deux principaux dirigeants l'organisation de l'opposition de droite allemande, la K.P.O., qui publiait en exil à Strasbourg son organe *Gegen den Strom*.

théoriques, voudrait unifier le mécontentement de Hugenberg⁷ - et il est lui aussi mécontent - et celui du travailleur en chômage. Comment, en outre, unifier un mouvement de « toutes les classes » sans se situer sur la base de la démocratie bourgeoise ? En vérité, voilà une combinaison de l'opportunisme avec le radicalisme verbal !

Le mouvement du prolétariat contre le fascisme revêtira un caractère de classe toujours plus marqué au fur et à mesure que la petite-bourgeoisie perdra ses illusions dans le fascisme, isolant ainsi les dirigeants des possédants et de l'appareil gouvernemental. La tâche du parti prolétarien consistera à utiliser l'affaiblissement du joug que fait peser la réaction petite-bourgeoise pour élever l'activité du prolétariat en vue de gagner les couches inférieures de la petite-bourgeoisie.

Il est vrai que la croissance du mécontentement des couches intermédiaires et aussi de la résistance des ouvriers ouvrira une brèche dans le bloc des classes possédantes et poussera leur « aile gauche » à chercher des liens avec la petite-bourgeoisie. La tâche du parti prolétarien vis-à-vis de l'aile « libérale » des possédants ne consistera cependant pas à chercher à les inclure dans un bloc de « toutes les classes » contre le fascisme, mais, au contraire, à déclencher contre elle immédiatement une lutte décisive pour l'influence sur les couches inférieures de la petite-bourgeoisie.

Sous quels mots d'ordre politique se mènera cette lutte ? La dictature de Hitler a surgi directement de la constitution de Weimar. Les représentants de la petite-bourgeoisie lui ont, de leurs propres mains, donné mandat pour sa dictature. Si l'on admet un développement très favorable et très rapide de la crise du fascisme, alors la revendication de la convocation du Reichstag, y compris tous les députés exclus, pourra, à un certain moment unir les ouvriers et les couches les plus larges de la petite bourgeoisie. Si la crise devait éclater plus tard, et que le souvenir même du Reichstag ait eu le temps de s'effacer, le mot d'ordre de nouvelles élections pourrait avoir une grande popularité. Nous ne disons pas que le développement se fera forcément dans cette voie. Il suffit qu'elle soit possible. Se lier les mains par rapport à des mots d'ordre démocratiques de transition qui peuvent être imposés par nos alliés petits-bourgeois et par les couches arriérées du prolétariat lui-même serait un doctrinarisme funeste.

Brandler-Thalheimer croient cependant que nous ne devrions demander que les « droits démocratiques pour les masses travailleuses : droit de réunion, syndical, liberté de la presse, d'organisation, droit de grève ». Pour mieux souligner leur radicalisme, ils ajoutent : « Ces revendications doivent être strictement (!) distinguées des revendications démocratiques bourgeoises pour les droits démocratiques universels ». Rien de pire qu'un opportuniste qui se met un couteau entre les dents !

La liberté de réunion et de presse pour les seules masses laborieuses n'est concevable que sous la dictature du prolétariat, c'est-à-dire avec la nationalisation des immeubles, des imprimeries, etc. Il est possible qu'en Allemagne la dictature du prolétariat ait aussi à employer des lois d'exception contre les exploiters : cela dépend du moment historique, des conditions internationales, du rapport de forces intérieur. Mais il n'est pas du tout exclu qu'ayant pris le pouvoir, les ouvriers d'Allemagne se trouvent assez puissants pour accorder la liberté de réunion et de presse également aux exploiters de la veille, c'est-à-dire en rapport avec leur influence politique réelle et non à la mesure de leur caisse : la caisse sera expropriée. Ainsi, même pour la période de la dictature du prolétariat, il n'existe pas en principe de base pour limiter à l'avance la liberté de réunion et de presse aux seules masses laborieuses. Le prolétariat peut être contraint de procéder à une telle limitation, mais ce n'est pas une question de principe. Il est doublement absurde de mettre en avant semblables revendications dans les conditions actuelles de l'Allemagne où liberté de presse et de réunion existent pour tous, sauf pour le prolétariat. La renaissance de la lutte prolétarienne contre le bague fasciste se produira, au moins dans ses premières étapes, sous des mots d'ordre comme « Donnez-nous à nous, ouvriers, le droit de réunion et de presse ». Les communistes feront évidemment à ce stade de la propagande en faveur du régime soviétique, mais ils soutiendront en même temps tout mouvement de masse réel sous des mots d'ordre démocratiques, et, partout où ce sera possible, prendront l'initiative de tels mouvements.

Entre le régime de la démocratie bourgeoise et celui de la démocratie prolétarienne, il n'y a pas de troisième régime de « démocratie des masses travailleuses ». Il est vrai que la république espagnole s'est intitulée « république des travailleurs » jusque dans le texte de sa constitution. Mais c'est une formule de charlatanisme politique. La formule brandlérienne de la démocratie « pour les seules masses laborieuses », en particulier associée à celle de l'« unité de toutes les classes », semble conçue tout spécialement pour embrouiller et égarer l'avant-garde révolutionnaire dans la question la plus importante : « Quand et dans quelle mesure nous adapter au mouvement de la petite-bourgeoisie et aux couches arriérées du prolétariat, quelles concessions leur faire sur la question du rythme du mouvement et des mots d'ordre du moment pour rassembler avec d'autant plus de succès le prolétariat sous le drapeau de sa propre dictature révolutionnaire ? »

Au 7^e congrès du P.C. R., en mars 1918, au cours de la discussion du programme du parti, Lénine mena une lutte décidée contre Boukharine qui considérait que le parlementarisme était fini une fois pour toutes et qu'il était historiquement « liquidé ». « Nous devons, lui répondit Lénine, écrire un nouveau programme du pouvoir soviétique, sans renoncer à utiliser le parlementarisme bourgeois. Penser que nous ne serons plus jamais rejetés en arrière, c'est de l'utopie... Après chaque revers, si les forces de classe ennemies nous ramènent sur cette vieille position, nous marcherons vers ce qui a été gagné par l'expérience, le pouvoir soviétique. »⁸

Lénine s'élevait contre un doctrinarisme anti-parlementaire à propos d'un pays qui avait déjà réalisé le régime soviétique : il expliquait à Boukharine qu'il ne fallait pas nous lier les mains d'avance, car nous pouvions être rejetés en arrière sur des positions depuis longtemps abandonnées. En Allemagne, il n'y a jamais eu et il n'y a pas de dictature du prolétariat, mais il y a une dictature du fascisme ; l'Allemagne a été rejetée en arrière, en deçà même de la démocratie bourgeoise. Se refuser d'avance dans ces conditions à utiliser des mots d'ordre démocratiques et le parlementarisme bourgeois signifierait ouvrir la voie à une résurrection de la social-démocratie.

⁷ Alfred Hugenberg (1865-1951), ancien directeur des usines Krupp, se lança en 1919 dans l'action politique en fondant le Deutschnationale Volkspartei, conservateur de droite, et construisit un empire de presse. Il était ministre de l'Économie dans le premier gouvernement de Hitler.

⁸ La résolution, présentée par Lénine, et adoptée à ce congrès, sur le changement de dénomination du parti qui devenait le Parti communiste de Russie (bolchevik) précisait sur ce point : « Le programme doit indiquer que notre Parti ne renoncera pas à utiliser même le parlementarisme bourgeois, si le cours de la lutte nous fait reculer pour un certain temps vers cette étape historique, maintenant dépassée par notre révolution ».